

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3400

14 novembre 2014

SOMMAIRE

Adara Venture Partners S.à r.l.	163164	Financière Prochdufruit S.à r.l.	163158
Agence Immobilière SCHRANTZ Jean- Paul	163163	Fivem S.A.	163161
Barclays Equity Index Investments S.à r.l.	163198	Flusterinvest S.A.	163159
Bluestone S.P.F. S.A.	163155	Forum Invest S.à r.l.	163156
BP Caplux S.A.	163159	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l.	163158
Braddock Holding S.à r.l.	163155	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l.	163162
Brevaco Succ.	163157	GCOF Europe	163162
Broadhouse International S.A.	163160	German Master Murabaha S.à r.l.	163160
Camapa S.à r.l.	163160	Gracewell Investment N°6 S.à r.l.	163196
Chopin Sàrl (Luxembourg)	163162	Hemelbaan S.A.	163160
Efeu HoldCo S.à r.l.	163156	Ideos S.A.	163154
Episo Rugby S.à.r.l.	163157	Immobilière Hock S.à r.l.	163161
EPI Walk Germany S.à r.l.	163157	Immovent	163154
Esaress International S.à r.l.	163156	Insight-Studio M II S.à r.l.	163161
Euro Composites® S.A.	163174	Ipsotx Sàrl	163154
Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l.	163193	Jean-Paul Schrantz S.à r.l.	163163
European Civil Aviation Services SA	163155	JOIN wireless S.A.	163171
European Direct Property Fund	163157	OneMind Technologies S.à r.l.	163171
Fabbriani Investment Fund S.C.A., SICAV- SIF	163181	Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l.	163196
Faraway S.A.	163161	Puukeskus HoldCo S.à r.l.	163162
Felicity Luxembourg II S.à r.l.	163159	Systemic Solutions S.A.	163176
Felicity Luxembourg I S.à r.l.	163156	U.C. Investments	163154
Femiro S.à r.l.	163159	V.K. Invest S.A.	163155
FGP VI S.à r.l.	163158	Zabou S.A.	163155
		Zademar S.A.	163154

Ipsotx Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 158.007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162432/10.

(140185392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Ideos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 169.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162433/10.

(140184705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Immoven, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 38.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014162437/11.

(140185398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

U.C. Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 118.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014162897/11.

(140185397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Zademar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 87.934.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZADEMAR S.A.

Alexis DE BERNARDI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014162939/12.

(140184644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Zabou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 73.954.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162938/10.

(140185148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Braddock Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 134.092.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014162172/10.

(140185161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

V.K. Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9089 Ettelbruck, 16, rue Michel Weber.
R.C.S. Luxembourg B 91.575.

Dépôt rectificatif du dépôt n° L140002619 du 7 janvier 2014

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162903/11.

(140184451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

European Civil Aviation Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 74.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Civil Aviation Services S.A. (en liquidation)

G. NINNO

Référence de publication: 2014162317/11.

(140185296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Bluestone S.P.F. S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 43, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 145.894.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014162165/12.

(140184852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Forum Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 181.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162338/10.

(140185373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Felicity Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 135.483.

Les comptes annuels au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Le Conseil de Gérance

Référence de publication: 2014162327/11.

(140185358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Esaress International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 8.194.400,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.709.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises à l'assemblée générale annuelle de la société tenue à Luxembourg en date du 30 septembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé, Deloitte Audit, société à responsabilité limitée ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 67.895, et ce jusqu'à la nomination d'un successeur ou jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162285/15.

(140184430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Efeu HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 144.043.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer, Heiko Dimmerling et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Efeu Holdco S.à r.l.

Référence de publication: 2014162280/18.

(140185065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Brevaco Succ., Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 16, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 27.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, Rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2014162175/10.

(140184655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

EPI Walk Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.755.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 104.694.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société EPI Walk Germany S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 24 avril 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 7 octobre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162309/13.

(140185029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

European Direct Property Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 107.629.

En date des 14 et 18 août 2014, le conseil d'administration de EUROPEAN DIRECT PROPERTY MANAGEMENT S.A., l'associé gérant commandité du Fonds, (le «Gérant»), a pris acte de la démission respectivement de M. Bernard Cardon de Lichtbuer et de M. Robert Van Straelen de leurs mandats de membres du Conseil de Surveillance du Fonds.

Ces démissions sont à effet:

- Au 14 août 2014 concernant M. Bernard Cardon de Lichtbuer;
- Au 18 août 2014 concernant M. Robert Van Straelen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162318/15.

(140184439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Episo Rugby S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 143.572.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société EPISO RUGBY S.à.r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 12 août 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 2 septembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162310/16.

(140184960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Financière Prochdufruit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 164.107.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014162329/13.

(140185427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.146.

Veillez prendre note que l'associée unique EnVivo Pharmaceuticals, Inc., a changé sa dénomination en FORUM Pharmaceuticals Inc. avec effet au 2 avril 2014.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l., en liquidation volontaire

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014162340/14.

(140184688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

FGP VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 138.641.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de vente du 6/7 février 2013 que:

- Freo Germany II Partners (SCA) SICAR, une société en commandite par actions organisée sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 123.906 ("Freo Germany II Partners") a cédé onze mille deux cent soixante-quatorze (11.274) parts sociales de la Société d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune à IVG Luxembourg S.à r.l. International Institutional Fund SCA SICAV-SIF, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé - organisée comme société en commandite par actions et constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.707; et

- Freo Germany II Partners a cédé mille trois cent vingt-six (1.326) parts sociales de la Société d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune à IVG Prime Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.363, avec un capital social de EUR 137.500,-;

Chaque fois avec effet au 15 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014162359/27.

(140184511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Felcity Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.594.

Les comptes annuels au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Le Conseil de Gérance

Référence de publication: 2014162328/11.

(140185403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

BP Caplux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 72.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Par mandat

Me Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2014162169/12.

(140185046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Femiro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 142.241.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la société mère Meyers S.A., ayant son siège social au 2, rue de Breedewues, L-1259 Senningerberg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 43.564, ainsi que les déclarations telles que reprises aux articles 70 b) et c) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162353/14.

(140185342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Flusterinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 142.974.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société FLUSTERINVEST SA qui s'est tenue en date du 28 août 2014

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, Maître Véronique Wauthier de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, ou son successeur dans la profession.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014162364/17.

(140184612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Broadhouse International S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 70.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162176/10.

(140185483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

German Master Murabaha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 171.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERMAN MASTER MURABAHA SARL

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014162389/12.

(140183919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Camapa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.338.158,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.406.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 23 septembre 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Pierre-Alexandre Richon, avec adresse professionnelle au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, au mandat de gérant I, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Danièle Arendt-Michels, avec adresse au 42, Op Fanckenacker, L-3265 Bettembourg, de son mandat de gérant I, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162210/15.

(140184965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Hemelbaan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 89.332.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 15 octobre 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sarl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014162407/17.

(140185454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Fivem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4316 Esch-sur-Alzette, 13, rue de Schifflange.
R.C.S. Luxembourg B 148.594.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162363/10.

(140185477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Faraway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 180.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162351/10.

(140185500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Insight-Studio M II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 144.339.

Par résolutions signées en date du 30 septembre 2014, l'associé unique a accepté la démission de Lawrence Handen, avec adresse professionnelle au 680, Fifth Avenue, 8th Floor, NY 10019 New York, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 26 septembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162429/13.

(140184930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Immobilière Hock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 103.430.

Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Generalversammlung vom 9. September 2014

Es wurde wie folgt beschlossen:

Erster und einziger Beschluss:

Gemäß eines Anteilsveräußerungsvertrags vom 15. Juli 2011, sind die Anteile nunmehr wie folgt verteilt:
ELS INVEST SA, Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-9991 Weiswampach,
Gruuss-Strooss 61, eingetragen im Handels- und Firmenregister, unter der Nummer B97.784,

dreihundert Anteile	300
TOTAL	300

In seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft, erklärte Herr Joseph Richard ELSÉN, die Anteilsabtretung im Namen der Gesellschaft anzunehmen, gemäß Artikel 1690 und f. des Zivilgesetzbuchs.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 20. Oktober 2014.

Fur Immobilière Hock S.à r.l.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2014162423/21.

(140185133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Chopin Sàrl (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 86, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 16.154.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162197/9.

(140185179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

GCOF Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 131.811.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Paul Clarke
Gérant A

Référence de publication: 2014162387/11.

(140184798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.144.

Veillez prendre note que l'associée unique EnVivo Pharmaceuticals, Inc., a changé sa dénomination en FORUM Pharmaceuticals Inc. avec effet au 2 avril 2014.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l., en liquidation volontaire

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014162342/14.

(140184730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Puukeskus HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 546.150,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 117.246.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé de la Société, TK II Colinvest S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Heiko Dimmerling, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Puukeskus Holdco S.à r.l.

Référence de publication: 2014162721/20.

(140185412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Jean-Paul Schrantz S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Agence Immobilière SCHRANTZ Jean-Paul).**

Siège social: L-8281 Kehlen, 10A, Juddegaass.

R.C.S. Luxembourg B 65.435.

L'an deux mille quatorze.

Le neuf octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Jean-Paul SCHRANTZ, gérant, demeurant à L-8281 Kehlen, 10A, Juddegaass.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée Agence Immobilière SCHRANTZ Jean-Paul S.à r.l., avec siège social à L-8281 Kehlen, 10A, Juddegaass, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 65435 (NIN 1990 2405 650).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Léon Thomas dit Tom METZLER, alors de résidence à Luxembourg, en date du 2 août 1990, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 20 du 23 janvier 1991 et dont les statuts ont été modifiées suivant acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 7 mars 1994 publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 236 du 15 juin 1994.

Que le capital social de la société s'élève au montant de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Euros soixante-huit Cents (€ 12.394,68.-), représenté par cent (100) parts sociales, de cent vingt-trois Euros quatre-vingt-quinze Cents (€ 123,95.-).

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales et constate que le capital social de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Euros soixante-huit Cents (€ 12.394,68), sera désormais représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de cinq Euros trente-deux Cents (€ 5,32) pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Euros soixante-huit Cents (€ 12.394,68) au montant de douze mille quatre cents Euros (€ 12.400.-) moyennant versement en espèces du montant de cinq Euros trente-deux Cents (€ 5,32) de sorte que la somme de cinq Euros trente-deux Cents (€ 5,32) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Ensuite l'associé unique décide de fixer la valeur nominale des parts sociales à CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124.-) de sorte que le capital au montant de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400.-) est représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124) chacune.

Troisième résolution

L'associé unique déclare que suite à deux cessions de parts sociales sous seing privé

- du 2 août 1990, enregistrée auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à Remich, le 13 août 1990, volume 171 fol. 63, respectivement

- du 28 mars 1995, enregistrée auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à Capellen, le 29 mars 1995, volume 129 fol. 76 case 2,

toutes les parts sociales ont été attribuées à Monsieur Jean-Paul SCHRANTZ, prénommé.

Lesdites cessions de parts sociales, après avoir été signées "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées en copie au présent acte pour être formalisées avec lui.

Quatrième résolution

L'associé unique décide par conséquent de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124.-) chacune, toutes attribuées à Monsieur Jean-Paul SCHRANTZ, gérant, demeurant à L-8281 Kehlen, 10A, Juddegaass.

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de transport de marchandises par route sur le territoire national.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.»

Sixième résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société en Jean-Paul SCHRANTZ S.à r.l. et par conséquent de modifier l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société prend la dénomination de Jean-Paul SCHRANTZ S.à r.l.».

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-P- SCHRANTZ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 10 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1873. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160618/71.

(140182766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Adara Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.705,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 108.805.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of September.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mr. Alberto Gomez, born on August 4, 1963 in Caracas, Venezuela, having his personal address at Calle O'Donnell 5, 4°, 28009 Madrid, Spain (Mr. Alberto Gomez);

2. Mr. Nicolas Goulet, born on September 30, 1965 in Spain, having his personal address at 112, Calle Ayala (6to.-A), E - 28006 Madrid, Spain (Mr. Nicolas Goulet);

3. Mr. Roberto De Saint-Malo, born on May 5, 1960 in Panama, having his personal address at 54, Marquesa Viuda de Almada, E - 28109 Madrid, Spain (Mr. Roberto De Saint-Malo); and

4. Mr. Jesus Sainz, born on September 4, 1943 in Ciudad Real, Spain, having his personal address at 34, Calle Conde de los Gaintanes, E - 28109 Madrid, Spain (Mr. Jesus Sainz),

here represented by Mrs. Sophie Henryon, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of four (4) proxies given under private seal in September 22, 2014.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

I. All the shareholders are present or represented and declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

II. The appearing persons are the shareholders of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Adara Venture Partners S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108805, established pursuant to a deed of Maître Paul Decker, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated June 15, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 745 dated July 27, 2005, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated May 9, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2088, dated September 7, 2011.

III. The Company's share capital is set at fifteen thousand four hundred Euro (EUR 15.400,00) represented by one thousand five hundred forty (1.540) shares (the Shares) divided into:

- three hundred eighty-five (385) class A shares;
- three hundred eighty-five (385) class B shares;
- three hundred eighty-five (385) class C shares;

- three hundred eighty-five (385) class D shares, all with a nominal value of ten Euro (EUR 10,00) each.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. Change of the nominal value of the Shares issued by the Company from ten Euro (EUR 10,00) to one Euro (EUR 1,00) each;
2. Creation and issuance of one thousand one hundred fifty-five (1.155) class E shares;
3. Decrease of the share capital by cancellation of three thousand eight hundred fifty (3.850) class D shares;
4. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The Company’s subscribed capital is set at twelve thousand seven hundred five Euro (EUR 12.705,00) divided into three thousand eight hundred fifty (3.850) class A shares, three thousand eight hundred fifty (3.850) class B shares, three thousand eight hundred fifty (3.850) class C shares and one thousand one hundred fifty-five (1.155) class E shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all of which are fully paid up (individually a «Share» and collectively the «Shares»).”

V. The shareholders, after deliberation, unanimously take the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to change the nominal value of the Shares from their current nominal value of ten Euro (EUR 10,00) each to one Euro (EUR 1,00) each and to subsequently convert the existing one thousand five hundred forty (1.540) shares of the Company having a nominal value of ten Euro (EUR 10,00) each into fifteen thousand four hundred (15.400) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all vested with the same rights and obligations as the existing shares per each class, and held as follows:

Shareholders	Class A Shares	Class B Shares	Class C Shares	Class D Shares	Total
Mr. Alberto Gomez	1.190	1.190	1.190	1.180	4.750
Mr. Nicolas Goulet	1.190	1.190	1.190	1.180	4.750
Mr. Jesus Sainz	590	590	590	610	2.380
Mr. Roberto De Saint-Malo	880	880	880	880	3.520
Total	3.850	3.850	3.850	3.850	15.400

Second resolution

The shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand one hundred fifty-five euro (EUR 1.155) and to create and issue one thousand one hundred fifty-five (1.155) class E shares having a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each (the Class E Shares).

Subscription - Payment

- Mr. Nicolas Goulet, through his proxy holder, declares to subscribe for three hundred fifty-seven (357) Class E Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of three hundred fifty-seven Euro (EUR 357,00), by contribution in kind consisting in the conversion of a portion of a receivable in the same amount held by Mr. Nicolas Goulet, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 1).

Evidence of the contributions’ existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of Mr. Nicolas Goulet, attesting that he is the unrestricted owner of the Receivable 1 and a balance sheet as of September 25, 2014 of the Company certified true and correct by the managers.

Effective implementation of the contribution in kind

It appears from the aforementioned contribution declaration of Mr. Nicolas Goulet that:

- he is the sole unrestricted owner of the Receivable 1 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 1 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Mr. Nicolas Goulet, is entitled to any rights as to the Receivable 1;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 1 in order to duly carry out and formalize the conversion and to render it effective anywhere and toward any third party.

* Mr. Alberto Gomez, through his proxy holder, declares to subscribe for three hundred fifty-seven (357) Class E Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of three hundred fifty-seven Euro (EUR 357,00), by contribution in kind consisting in the conversion of a portion of a receivable in the same amount held by Mr. Alberto Gomez, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 2).

Evidence of the contributions' existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of Mr. Alberto Gomez, attesting that he is the unrestricted owner of the Receivable 2 and a balance sheet as of September 25, 2014 of the Company certified true and correct by the managers.

Effective implementation of the contribution in kind

It appears from the aforementioned contribution declaration of Mr. Alberto Gomez that:

- he is the sole unrestricted owner of the Receivable 2 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 2 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Mr. Alberto Gomez, is entitled to any rights as to the Receivable 2;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 2 in order to duly carry out and formalize the conversion and to render it effective anywhere and toward any third party.

* Mr. Jesus Sainz, through his proxy holder, declares to subscribe for one hundred seventy-seven (177) Class E Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of one hundred seventy-seven Euro (EUR 177,00), by contribution in kind consisting in the conversion of a portion of a receivable in the same amount held by Mr. Jesus Sainz, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 3).

Evidence of the contributions' existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of Mr. Jesus Sainz, attesting that he is the unrestricted owner of the Receivable 3 and a balance sheet as of September 25, 2014 of the Company certified true and correct by the managers.

Effective implementation of the contribution in kind

It appears from the aforementioned contribution declaration of Mr. Jesus Sainz that:

- he is the sole unrestricted owner of the Receivable 3 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 3 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Mr. Jesus Sainz, is entitled to any rights as to the Receivable 3;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 3 in order to duly carry out and formalize the conversion and to render it effective anywhere and toward any third party.

Mr. Roberto De Saint-Malo, through his proxy holder, declares to subscribe for two hundred sixty-four (264) Class E Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of two hundred sixtyfour Euro (EUR 264,00), by contribution in kind consisting in the conversion of a portion of a receivable in the same amount held by Mr. Roberto DeSaint-Malo, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 4).

Evidence of the contributions' existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of Mr. Roberto De Saint-Malo, attesting that he is the unrestricted owner of the Receivable 4 and a balance sheet as of September 25, 2014 of the Company certified true and correct by the managers.

Effective implementation of the contribution in kind

It appears from the aforementioned contribution declaration of Mr. Roberto De Saint-Malo that:

- he is the sole unrestricted owner of the Receivable 4 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 4 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Mr. Roberto De Saint-Malo, is entitled to any rights as to the Receivable 4;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 4 in order to duly carry out and formalize the conversion and to render it effective anywhere and toward any third party.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated September 22, 2014, annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contributions in kind, expressly agree with their description, valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

Third resolution

The shareholders resolve to decrease the share capital of the Company by an amount of three thousand eight hundred fifty Euro (EUR 3.850,00) by cancellation of all the three thousand eight hundred fifty (3.850) class D shares and payment in kind in the same respective amount to each shareholder pro rata their shareholding as follows:

Shareholders	Class D Shares held	Class D Shares cancelled
Mr. Alberto Gomez	1.180	1.180
Mr. Nicolas Goulet	1.180	1.180
Mr. Jesus Sainz	610	610
Mr. Roberto De Saint-Malo	880	880
Total	3.850	3.850

Repayment of the class D shares shall be executed by the board of managers upon instruction of the Shareholders.

The cancellation can only take place after any claims held by any creditors against the Company have been fully reimbursed or retained, in accordance with article 69 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on Commercial Companies.

Fourth resolution

Following the above, the shareholders resolve to amend article 5 of the Company's articles of association to give it henceforth the following content:

“ **Art. 5.** The Company's subscribed capital is set at twelve thousand seven hundred five Euro (EUR 12.705,00) divided into three thousand eight hundred fifty (3.850) class A shares, three thousand eight hundred fifty (3.850) class B shares, three thousand eight hundred fifty (3.850) class C shares and one thousand one hundred fifty-five (1.155) class E shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all of which are fully paid up (individually a «Share» and collectively the «Shares»).”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Déclaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq septembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. M. Alberto Gomez, né le 4 août, 1963 à Caracas, Vénézuéla, ayant son adresse personnelle au Calle O'Donnell 5, 4°, 28009 Madrid, Espagne (M. Alberto Gomez);

2. M. Nicolas Goulet, né le 30 Septembre, 1965 en Espagne, ayant son adresse personnelle au 112, Calle Ayala (6to.-A), E - 28006 Madrid, Espagne (M. Nicolas Goulet);

3. M. Roberto De Saint-Malo, né le 5 mai, 1960 à Panama, ayant son adresse personnelle au 54, Marquesa Viuda de Almada, E - 28109 Madrid, Espagne (M. Roberto De Saint-Malo);

4. M. Jesus Sainz, né le 4 Septembre, 1943 à Ciudad Real, Espagne, ayant son adresse personnelle au 34, Calle Conde de los Gaintanes, E - 28109 Madrid, Espagne (M. Jesus Sainz),

ici représentés par Mme. Sophie Henryon, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de quatre (4) procurations données sous seing privé le 22 septembre 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des personnes comparantes et le notaire instrumentaire, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, tous les associés étant présents ou représentés et se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

II. Les personnes comparantes sont les associés de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Adara Venture Partners S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de

Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108805, constituée par acte de Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 15 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 745 en date du 27 juillet 2005, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 9 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2088 du 7 septembre 2011.

III. Le capital social de la Société est fixé à quinze mille quatre cents Euro (EUR 15.400,00) représenté par mille cinq cent quarante (1.540) parts sociales (les Parts Sociales) divisées en:

- trois cent quatre-vingt-cinq (385) parts sociales de classe A;
 - trois cent quatre-vingt-cinq (385) parts sociales de classe B;
 - trois cent quatre-vingt-cinq (385) parts sociales de classe C;
 - trois cent quatre-vingt-cinq (385) parts sociales de classe D,
- ayant toutes une valeur nominale de dix Euro (EUR 10,00) chacune.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Changement de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société de dix Euro (EUR 10,00) à un Euro (EUR 1,00) chacune;
2. Création et émission de mille cent cinquante-cinq (1.155) parts sociales de classe E;
3. Diminution du capital social par annulation de trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de classe D;
4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à douze mille sept cent cinq euros (EUR 12.705,00) divisé en trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie A, trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie B, trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie C et mille cent cinquante-cinq (1.155) parts sociales de catégorie E, ayant chacune une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) et chacune entièrement libérée (individuellement une «Part Sociale» et collectivement les «Parts Sociales»)

V. Les associés, après avoir délibéré, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de changer la valeur nominale des Parts Sociales de leur valeur nominale actuelle de dix Euros (EUR 10,00) chacune à un Euro (EUR 1,00) chacune et de convertir substantiellement les mille cinq cent quarante (1.540) parts sociales existantes de la Société, ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,00) chacune en quinze mille quatre cents (15.400) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, toutes investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes pour chaque classe, et détenues comme suit:

Associés	Parts	Parts	Parts	Parts	Total
	Sociales	Sociales	Sociales	Sociales	
	de	de	de	de	
	Classe A	Classe B	Classe C	Classe D	
M. Alberto Gomez	1.190	1.190	1.190	1.180	4.750
M. Nicolas Goulet	1.190	1.190	1.190	1.180	4.750
M. Jesus Sainz	590	590	590	610	2.380
M. Roberto De Saint-Malo	880	880	880	880	3.520
Total	3.850	3.850	3.850	3.850	15.400

Seconde résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de mille cent cinquante-cinq euros (EUR 1.155) et de créer et d'émettre mille cent cinquante-cinq (1.155) parts sociales de classe E ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune (les Parts Sociales de Classe E).

Souscriptions - Libérations

M. Nicolas Goulet, par l'intermédiaire de son mandataire, décide de souscrire à trois cent cinquante-sept (357) Parts Sociales de Classe E et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de trois cent cinquante-sept Euros (EUR 357,00), par apport en nature consistant en la conversion d'une portion d'une créance du même montant détenue par M. Nicolas Goulet, envers la Société, laquelle créance est incontestable, payable et exigible (la Créance 1).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de M. Nicolas Goulet, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction de la Créance 1 et par un bilan au 25 septembre 2014 de la Société, certifié «sincère et véritable» par ses gérants.

Réalisation effective de l'apport en nature

Il résulte de la prédite déclaration d'apport de M. Nicolas Goulet que:

- il est seul propriétaire sans restriction de la Créance 1 et possède les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;
- la Créance 1 n'a pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que M. Nicolas Goulet, ne détient de droits sur la Créance 1;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation de la Créance 1 aux fins d'effectuer l'apport et le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

M. Alberto Gomez, par l'intermédiaire de son mandataire, décide de souscrire à trois cent cinquante-sept (357) Parts Sociales de Classe E et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de trois cent cinquante-sept Euros (EUR 357,00), par apport en nature consistant en la conversion d'une portion d'une créance du même montant détenue par M. Alberto Gomez, envers la Société, laquelle créance est incontestable, payable et exigible (la Créance 2).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de M. Alberto Gomez, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction de la Créance 2 et par un bilan au 25 septembre 2014 de la Société, certifié «sincère et véritable» par ses gérants.

Réalisation effective de l'apport en nature

Il résulte de la prédite déclaration d'apport de M. Alberto Gomez que:

- il est seul propriétaire sans restriction de la Créance 2 et possède les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;
- la Créance 2 n'a pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que M. Alberto Gomez, ne détient de droits sur la Créance 2;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation de la Créance 2 aux fins d'effectuer l'apport et le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

M. Jesus Sainz, par l'intermédiaire de son mandataire, décide de souscrire à cent soixante-dix-sept (177) Parts Sociales de Classe E et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de cent soixante-dix-sept Euros (EUR 177,00), par apport en nature consistant en la conversion d'une portion d'une créance du même montant détenue par M. Jesus Sainz, envers la Société, laquelle créance est incontestable, payable et exigible (la Créance 3).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de M. Jesus Sainz, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction de la Créance 3 et par un bilan au 25 septembre 2014 de la Société, certifié «sincère et véritable» par ses gérants.

Réalisation effective de l'apport en nature

Il résulte de la prédite déclaration d'apport de M. Jesus Sainz que:

- il est seul propriétaire sans restriction de la Créance 3 et possède les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;
- la Créance 3 n'a pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que M. Jesus Sainz, ne détient de droits sur la Créance 3;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation de la Créance 3 aux fins d'effectuer l'apport et le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

M. Roberto De Saint-Malo, par l'intermédiaire de son mandataire, décide de souscrire à deux cent soixante-quatre (264) Parts Sociales de Classe E et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de deux cent soixante-quatre Euros (EUR 264,00), par apport en nature consistant en la conversion d'une portion d'une créance du même montant détenue par M. Roberto De Saint-Malo, envers la Société, laquelle créance est incontestable, payable et exigible (la Créance 4).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de M. Roberto De Saint-Malo, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction de la Créance 4 et par un bilan au 25 septembre 2014 de la Société, certifié «sincère et véritable» par ses gérants.

Réalisation effective de l'apport en nature

Il résulte de la prédite déclaration d'apport de M. Roberto De Saint-Malo que:

- il est seul propriétaire sans restriction de la Créance 4 et possède les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;

- la Créance 4 n'a pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que M. Roberto De Saint-Malo, ne détient de droits sur la Créance 4;

- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation de la Créance 4 aux fins d'effectuer l'apport et le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Rapport des gérants de la Société

Le rapport des gérants de la Société en date du 22 septembre 2014, annexé aux présentes, atteste que les gérants de la Société, reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérant de la Société à raison des apports en nature décrits plus haut, marquent expressément leur accord sur la description des apports en nature, sur leur évaluation et confirment la validité des souscriptions et libérations.

Troisième résolution

Les associés décident de diminuer le capital social de la Société d'un montant de trois mille huit cent cinquante Euro (EUR 3.850,00) par annulation de toutes les trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de classe D et de repayer par paiement en nature du même montant à chaque associés au pro rata de leur participation, comme suit:

Associés	Parts sociales de classe D détenues	Parts sociales de classe D annulées
M. Alberto Gomez	1.180	1.180
M. Nicolas Goulet	1.180	1.180
M. Jesus Sainz	610	610
M. Roberto De Saint-Malo	880	880
Total	3.850	3.850

Le remboursement des parts sociales de classe D doit être exécuté par le conseil de gérance sur instructions des Associés.

L'annulation ne pourra seulement intervenir que lorsque toutes les réclamations des créanciers envers la Société auront été intégralement remboursées ou conservées, en accord avec l'article 69 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, les associés décident de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à douze mille sept cent cinq Euros (EUR 12.705,00) divisé en trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie A, trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie B, trois mille huit cent cinquante (3.850) parts sociales de catégorie C et mille cent cinquante-cinq (1.155) parts sociales de catégorie E, ayant chacune une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) et chacune entièrement libérée (individuellement une «Part Sociale» et collectivement les «Parts Sociales»).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 septembre 2014. Relation: EAC/2014/13059. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014160617/356.

(140183102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

JOIN wireless S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.459.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014161604/14.

(140183407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

OneMindLux S.à r.l., OneMind Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3428 Dudelange, 53, route de Boudersberg.
R.C.S. Luxembourg B 190.816.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze,
Le vingt-quatre septembre,
Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Mahendra KOTHARI, homme d'affaires, né à Dungarpur (Inde) le 31 janvier 1954, demeurant à B-1040 Etterbeek (Belgique), rue Général Wangermée 28;
- 2) Monsieur Sanjay MUKHOPADHYAY, consultant, né à Calcutta (Inde) le 17 octobre 1971, demeurant à B-1040 Etterbeek (Belgique), rue de Pervyse 30;

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement plusieurs associés; elle peut, à toute époque, devenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts sociales en une seule main, puis redevenir une société à plusieurs associés par suite de cession ou de transmission totale ou partielle des parts sociales ou de création de parts nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant aux activités suivantes:

- a) Le développement et la mise en oeuvre de solutions informatiques: conseil, recrutement de spécialistes IT, développement et commercialisation de logiciels;
- b) L'importation et l'exportation d'épices, de tous produits textiles, de tous produits pétroliers, de meubles, de tous produits minéraux, etc....;
- c) L'achat, la vente, la location d'immeubles;
- d) La création et la gestion de tous hôtels et restaurants;

La Société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement sa réalisation.

Elle peut s'intéresser par toutes voies d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «OneMind Technologies S.à r.l.». en abrégé «OneMindLux S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Dudelange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à treize mille euros (13.000.- €) représenté par cent trente (130) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2014.

Souscription et paiement

Les cent trente parts sociales (130) ont été souscrites comme suit par:

1. Monsieur Mahendra KOTHARI prénommé,	117 parts
2. Monsieur Sanjay MUKHOPADHYAY, prénommé,	13 parts
Total:	130 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de treize mille euros (13.000.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation.

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais.

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution.

Est appelé aux fonctions de gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Sanjay MUKHOPADHYAY, consultant, né à Calcutta (Inde) le 17 octobre 1971, demeurant à B-1040 Etterbeek (Belgique), rue de Pervyse 30.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique.

Deuxième résolution.

Le siège social de la Société est fixé à L-3428 Dudelange, 53, route de Boudersberg.

Avertissement

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. KOTHARI, S. MUKHOPADHYAY, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 septembre 2014. Relation: EAC/2014/13095. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 8 octobre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014158212/163.

(140179389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Euro Composites® S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.542.

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den dritten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der anonymen Gesellschaft EURO-COMPOSITES® S.A., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 92.542 (NIN 1984 2200 949),

gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Jacqueline HANSEN-PEFFER, mit dem damaligen Amtssitz in Capellen, am 14. August 1984, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 261 vom 27. September 1984, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Marc ELTER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 24. September 1985, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 333 vom 18. November 1985,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Tom METZLER, mit dem Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg, am 9. September 1988, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 312 vom 26. November 1988,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch genannten Notar Tom METZLER, am 10. April 1990, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 387 vom 19. Oktober 1990,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Paul DECKER, mit dem damaligen Amtssitz in Echternach, am 26. Juli 1990, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 214 vom 24. Januar 1991,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 19. November 1993, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 15 vom 17. Januar 1994,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 1. Dezember 1993, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 31 vom 26. Januar 1994,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 3. Juli 2000, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 829 vom 13. November 2000, sowie
- gemäss Fusionsurkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar am 16. Mai 2002, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1232 vom 21. August 2002,
- gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 6. Juni 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 697 vom 2. Juli 2003,
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 27. Juli 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1912 vom 11. Oktober 2006,

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 13. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2491 vom 2. November 2007;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1965 vom 8. Oktober 2009;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2011, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2744 vom 10. November 2011;
- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 24. Juni 2014, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2303 vom 28. August 2014.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 30.000.000.-), eingeteilt in ein hundert zwanzig tausend (120.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in Echternach.

Er beruft zum Schriftführer und zum Stimmzähler Herr Werner HUWER, Angestellter, wohnhaft in Trier.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

1.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von ZWEI MILLIONEN EURO (€ 2.000.000.-) um es von seinem derzeitigen Betrag von DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 30.000.000.-) auf den Betrag von ZWEIUND DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von acht tausend (8.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

2.- Zeichnung und Einzahlung der acht tausend (8.000) neu geschaffenen Aktien, mit Verzicht eines der bestehenden Aktionäre auf sein Vorzugsrecht, durch den bestehenden Aktionär, die Aktiengesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011.

3.- Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 5 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. (Absatz 1). Das Gesellschaftskapital beträgt ZWEIUND DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-). Es ist in ein hundert achtundzwanzig tausend (128.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-) eingeteilt.

4.- Mandat an den Verwaltungsrat vorhergehende Beschlüsse auszuführen.

IV.- Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für Richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertreter und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigefügt um zusammen registriert zu werden.

V.- Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die ein hundert zwanzig tausend (120.000) Aktien mit einem Nominalwert von je zwei hundert fünfzig Euro (€ 250.-) welche das gesamte Kapital von dreissig Millionen Euro (€ 30.000.000.-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag des Vorsitzenden bestätigt hat und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von ZWEI MILLIONEN EURO (€ 2.000.000.-) um es von seinem derzeitigen Betrag von DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 30.000.000.-) auf den Betrag von ZWEIUND DREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von acht tausend (8.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

Zweiter Beschluss

Nach Feststellung des Verzichtes von einem der bestehenden Aktionäre auf sein Vorzugsrecht werden die acht tausend (8.000) neu geschaffenen Aktien integral gezeichnet durch den hier anwesenden bestehenden Aktionär, die Aktiengesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011,

welche hier vertreten ist durch ihren Vorstandsvorsitzenden Herrn Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in L-6419 Echternach, 36, rue de la Chapelle, gezeichnet.

Die acht tausend (8.000) wurden voll und ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWEI MILLIONEN EURO (€ 2.000.000.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst aufgrund der erfolgten Kapitalerhöhung den ersten Absatz von Artikel 5 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. (Absatz 1). Das Gesellschaftskapital beträgt ZWEIUNDDREISSIG MILLIONEN EURO (€ 32.000.000.-). Es ist in ein hundert achtundzwanzig tausend (128.000) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-) eingeteilt.

Vierter Beschluss

Dem Verwaltungsrat wird Mandat erteilt vorhergehende Beschlüsse auszuführen.

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. M. ALTER, W. HUWER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 06 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1845. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 9. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014157270/118.

(140178955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Systemic Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 35, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 190.972.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. TheINSiders S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46, Rue Théodore Eberhard, L-145 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B160.710, ici représentée par son gérant unique Monsieur James KENT, demeurant professionnellement au 46, Rue Theodore Eberhard, L-1452 Luxembourg.

2. SYSTEMIC R.M. S.A., une société anonyme de droit grecque ayant son siège social au 8, Akademias ave. GR-10671 Athens, Grèce et enregistrée au Registre de Commerce de Grèce sous le numéro 57013/01/B/04/298, ici représentée par son administrateur Monsieur Aristeidis PROTOPAPADAKIS, administrateur, demeurant à Hephaestus 2A, 14578 Ekali, Grèce.

La partie comparante a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme sous la dénomination SYSTEMIC Solutions S.A. qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de SYSTEMIC Solutions S.A. (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ("Luxembourg"). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil") ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'"Administrateur Unique")

par une décision de l'Administrateur Unique. Toutes les références dans les présents statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après.

Art. 4. Objet sociaux. Le champ d'activité de la Société est de réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement, à la production, l'acquisition, la revente, l'offre, le support et l'exploitation économique en toute manière de solutions logiciels, licences de ces solutions logiciels, services gérés, outsourcing de tâches et activités liés à la gestion des risques, et d'autres services, software-as-a-service et des services de toute nature dans le domaine de la gestion des risques, de consultation et de tout autre service informatique auprès d'institutions financières de toute nature.

En outre, la Société peut participer à toute autre entreprise, sous quelque forme que ce soit, ayant des objets sociaux similaires ou autres, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour investir, créer, gérer, développer et disposer de ses actifs qui peuvent être composés de temps en temps et notamment, mais sans s'y limiter, de ses participations et de titres de toute nature, ses acquisitions par voie de placement, souscription, ou option sur tout droit de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement, de recevoir ou d'accorder de licences sur des droits de propriété intellectuelle et d'accorder à ou au profit des entreprises, dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte ainsi qu'à des sociétés du groupe, toute assistance y compris une aide financière, prêts, avances ou garanties.

La Société peut poursuivre toute activité industrielle ou commerciale qui favorise directement ou indirectement la réalisation de ses objets tels que définis dans les présents Statuts.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100.-) chacune.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

Un registre de(s) actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société. Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée ("Assemblée Générale") représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le 2^{ième} (deuxième) mercredi du mois de mars à 10 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés,

(ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle assemblée.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur des résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les bulletins de vote écrits incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires concernés, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'ordre du jour tel que décrit dans l'avis de convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) exprimées pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

Art. 10. Administration. Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique ("Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme maximal de six ans et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs et leur rémunération. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans cause et/ou remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunions du Conseil. Le Conseil doit nommer un président (le "Président") parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire.

Chaque membre du Conseil peut, à toute réunion du Conseil, désigner un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son nom et à sa place à condition qu'un membre donné du Conseil ne puisse pas représenter plus

d'un de ses collègues et qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette assemblée. Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Le présent Article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou le secrétaire, et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer toute personne aux fonctions de délégué à la gestion journalière, lequel pourra mais ne devra pas être actionnaire ou membre du Conseil, et qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil, ou (ii) dans le cas d'un Administrateur Unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période maximale de six ans et sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés aux lieu et place choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra le 2^{ème} mercredi du mois de mars à 10 heures 2016.

Souscription

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les trois cent dix (310) actions ont été souscrites comme suit:

Actionnaires:	Actions:
1) La société "TheInsiders SARL", prédésignée,	62 (soixante-deux)
2) La société "SYSTEMIC R.M. S.A.", prédésignée,	248 (deux cent quatre-huit)
Total:	310 (trois cent dix)

25,80% des actions ont été libérées en numéraire, de sorte que la somme de huit mille euros (8.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents Euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique ci-dessus prénommé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à TROIS et celui des commissaires aux comptes à UN.

2.- Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Aristeidis PROTOPAPADAKIS, administrateur, né le 17 février 1964 à Athènes, Grèce, demeurant à Hephaestus 2A, 14578 Ekali, Grèce;

- Monsieur Konstantinos CHANZARAS, administrateur, né le 25 janvier 1974 à Athènes, Grèce, demeurant au 22, rue Thermopylon, 16673 Voula, Grèce;

- Monsieur James KENT, marketing consultant, né le 25 mai 1970 à Epsom, Grande-Bretagne, demeurant professionnellement au 46, Rue Théodore Eberhard, L-1452 Luxembourg.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société KOBU S.à.r.l., établie au 6-12, Rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la Section B numéro B84.077.

4.- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2019.

5.- L'adresse de la société est fixée au 35, rue de Hesperange, L-1731 Luxembourg.

163181

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Conseil d'administration consécutivement à la constitution de la société

Et à l'instant, s'est réuni le Conseil d'Administration qui, après avoir constaté que la majorité de ses membres était présente ou représentée, a décidé à l'unanimité des voix d'élire M. Aristeidis PROTOPAPADAKIS, administrateur, né le 17 février 1964 à Athènes, Grèce, demeurant à Hephaestus 2A, 14578 Ekali, Grèce, prénommé, aux fonctions d'administrateur délégué, qui aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature et leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2019.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite, la partie comparante a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: J. Kent, A. Protopapadakis et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46437. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160540/272.

(140182236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Fabbriani Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 190.838.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of September.

Before the undersigned Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

"Fabbriani Investments S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 58, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of Me Carlo WERSANDT, prenamed, on September 12th, 2014, in course of registration under the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "General Partner" - "associé gérant commandité"),

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, employee, lawyer residing professionally at L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling by virtue of a proxy given in Luxembourg on September 11th, 2014,

The said proxy initialled "ne varietur" by the appearing party and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting as aforesaid, has requested the undersigned Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement a capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which it declares to establish as follows:

Chapter I. - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement a capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Fabbriani Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended, (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in the Municipality of Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II. - Capital

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Company amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by one (1) general partner share subscribed by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (associé-gérant commandité) and exclusively reserved for the general partner of the Company and thirty (30) ordinary shares, which will be issued to the General Partner upon the establishment of the Company and will be compulsorily redeemed by the General Partner, and the subscription price returned to General Partner immediately after the first issuance of shares of the first Sub-Fund (as defined below) and provided that at least thirty (30) such Shares have been issued.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be in EUR (EUR).

The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

Art. 6. Capital Variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-Funds. The Company has an umbrella structure and the General Partner may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or "sub-fund" of the Company's net assets (hereinafter referred to as a "Sub-Fund") within the meaning of article 71 of the Law of 13 February 2007. In such event, the General Partner shall assign a particular name to a Sub-Fund. The General Partner shall create each Sub-Fund for an unlimited period of time and it may amend, limit or extend the lifespan of each Sub-Fund if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The General Partner, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The General Partner shall determine and attribute in the relevant issuing documents of the Sub-Fund, inter alia, specific investment objectives or restrictions and policies, a specific denomination, specific charging structures, specific dividend policies and specific regulations governing the subscription and the redemption of the relevant shares. The Sub-Funds may be denominated in different reference currencies as the General Partner may determine.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in EUR (EUR), be converted into EUR (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Art. 8. Classes of Shares. In addition to the one general partner share subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, (a "Class") for the Company or for each Sub-Fund, to be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires). Each Class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature and may, inter alia, correspond to (without being limited to):

- (i) A specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and / or,

- (ii) A specific sales and redemption charge structure and / or,
- (iii) A specific management or advisory fee structure and / or,
- (iv) A specific distribution fee structure and / or,
- (v) A specific currency.

(vi) The use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and / or,

- (vii) Any other specific features applicable to one class.

Within each Class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the Class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may decide not to issue or to cease issuing Classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The General Partner may, in the future, offer new Classes of shares without approval of the shareholders. Such new Classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing Classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each Class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Chapter III. - Shares

Art. 9. Form of Shares. The shares of the Company shall be issued in registered form only.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders kept by the Company at its registered office and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (e.g. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund.

Each newly issued Share in one specific Class of one specific Sub-Fund entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class of the same Sub-Fund.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

The subscription of shares will only become effective upon acceptance by the investor and the Company of a subscription agreement (the "Subscription Agreement"). The Subscription Agreement may impose that the subscription of shares is followed within a determined time period by contribution of a certain amount of cash or by contribution in kind to the Company. The Subscription Agreement may contain from time to time commitments to contribute a certain amount of cash or contribution in kind to the Company upon the receipt of drawdown notices issued by the General Partner.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor.

The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

Art. 11. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation. The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any class of shares and may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days as provided for in the issuing documents. The General Partner may impose a lock-up period during which redemption of Shares is not allowed.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee

Art. 12. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, ordinary shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such

event, any transfer or assignment of ordinary shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the General Partner for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Shares of any Class (or Series) will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per Share of such Class (or Series) is suspended by the General Partner pursuant to article 15 hereof.

Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the General Partner may:

a. decline to issue any share and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b. proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

the General Partner shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall

be valued (each a "Valuation Day") as provided for in the issuing documents of the Company and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
 - all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
 - all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
 - all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
 - all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
 - the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner; and
- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;
- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in prudently and in good faith under the direction of the General Partner who may use valuation guidelines such as the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) as a basis and as further specified in the issuing documents of the Company;
- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;
- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the General Partner for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), or if appropriate taking into account inter alia such factors as the location of

the real estate asset being valued, the standards adopted by the Conselho Regional De Corretores De Imóveis (“CRECI”) in Brazil as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined prudently and in good faith under the direction of the General Partner;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the General Partner on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company’s net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organisation which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values: notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the General Partner considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and management of the company

Art. 18. General Partner. The Company shall be managed by the General Partner.

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for

amending the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 19. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint for the Company or one or more Sub-funds investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company or a Sub-Fund.

Art. 20. Removal of the General Partner. The General Partner may not be removed by the Company and replaced by another general partner except by (i) a decision of the general meeting of shareholders of the Company taken with a majority of at least seventy five per cent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting with a seventy five per cent (75%) quorum requirement at the first meeting called to consider a resolution or, if such quorum requirements are not met at such first meeting, then with a fifty per cent (50%) quorum requirement for any succeeding meeting called to consider such resolution. In each case, the decisions of the general meetings of the shareholders of the Company shall be validly passed without the favourable vote of the General Partner.

The general meeting of shareholders of the Company shall meet upon call by the General Partner or upon the request of shareholders representing a minimum of ten percent (10%) of the capital of the Company.

Art. 21. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 22. Liability. The holders of ordinary shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 23. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 24. Indemnification. The General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V. - General meetings

Art. 25. General meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 11.00 CET on the second Friday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

The rights of shareholders to attend a general meeting and to exercise a voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held by each shareholder at the record date, which shall be the determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date").

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred to herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 26. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares. The provisions of article 24 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 27. Termination, amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares and Cross-investment. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of ordinary shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of ordinary shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of ordinary shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of ordinary shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the General Partner, to decide the redemption of all the ordinary shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their ordinary shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the General Partner.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new sub-fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner.

Furthermore, in circumstances other than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("*fonds commun de placement*") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Subject to the conditions set out in the Law of 13 February 2007 and the conditions provided for in the offering document a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more other Sub-Fund of the Company. The law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, shall not apply to the Company insofar as the subscription, acquisition and /or holding by the Company of its own shares is concerned.

Chapter VI. - Annual accounts

Art. 28. Financial Year. The financial year of the Company shall start on January 1st of each year and shall end on December 31st.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 29. Distributions. The General Partner shall, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the issuing documents of the Company.

For any class of shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these articles of incorporation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII. - Auditor

Art. 30. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report examined by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII. - Depositary

Art. 31. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

Chapter IX. - Winding-Up - Liquidation

Art. 32. Winding-up - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter IX. - General provisions

Art. 33. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007 shall apply.

Transitional dispositions:

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 31st, 2015.
2. The first general annual meeting of shareholders shall be held in June 2016.
3. The first annual report of the Company will be dated December 31st, 2015.

Subscription and payment:

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Value
1.- Fabbriani Investments S.à.r.l.,	1 (one) general partner share	EUR 1 000.-
2.- Fabbriani Investments S.à.r.l.,	thirty (30) ordinary shares	EUR 30,000.-

All the shares have been fully paid-up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand three hundred Euro (EUR 2,300.-).

Statements

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Resolutions of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 58 Rue Charles, Martel L-2134 Luxembourg.
2. The independent auditor for the Company shall be "BDO Audit S.A." having its registered office at 2 avenue Charles de Gaulle, L-2013 Luxembourg. The auditor shall remain in office until the close of the annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2015

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English. This original deed having been read to the appearing persons, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2014. LAC/2014/43351. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014158755/681.

(140179265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 156.850.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth day of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of «Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l.», a société à responsabilité limitée having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 156850, incorporated pursuant to a notarial deed on 17 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2826 of 23 December 2010. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 18 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1467 of 20 June 2013.

The Meeting is opened with Mr. Eric BIREN, chartered accountant, professionally residing at 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs. Maud MARTIN, employee, professionally residing at 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1.- Increase the capital of the company by an amount of four thousand eight hundred and seventy-seven Pounds Sterling (GBP 4,877.-) so as to raise it from its present amount of fourteen thousand one hundred sixty-four Pounds Sterling (GBP 14,164.-) up to nineteen thousand and forty-one Pounds Sterling (GBP 19,041.-) by the issue and the subscription of four thousand eight hundred and seventy-seven (4,877) new shares, having a par value of one Pounds Sterling (GBP 1.-) each.

2.- Subscription and liberation.

3.- Amendment of Article six of the Articles of Incorporation of the Company so as to reflect the proposed capital increase.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the eventually represented shareholders, and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the eventually represented shareholders, signed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance-list that all the shares are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

After deliberation, the meeting adopts each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to increase the corporate capital of the Company by an amount of four thousand eight hundred and seventy-seven Pounds Sterling (GBP 4,877.-) so as to raise it from its present amount of fourteen thousand one hundred sixty-four Pounds Sterling (GBP 14,164.-) up to nineteen thousand and forty-one Pounds Sterling (GBP 19,041.-) by the issue and the subscription of four thousand eight hundred and seventy-seven (4,877) new shares, having a par value of one Pounds Sterling (GBP 1.-) each

Second resolution

The existing shareholders waive to the extent necessary their preferential subscription right and accept “Europa Fund IV (N°1) L.P.”, having its registered office at 15 Sloane Square, London SW1W 8ER and “Europa Fund IV (N°2) L.P.”, having its registered office at 15 Sloane Square, London SW1W 8ER as subscribers.

Subscription and payment

There now appears Mr. Eric BIREN, previously named,

- acting in his capacity duly authorized attorney in fact of Europa Fund IV (N°1) L.P., previously named, pursuant to a proxy dated 18 September 2014 hereto annexed,

declares to subscribe to thousand five hundred and fifty-seven (1'557) new shares.

- acting in his capacity duly authorized attorney in fact of Europa Fund IV (N°2) L.P., previously named, pursuant to a proxy dated 18 September 2014 hereto annexed,

declares to subscribe to three thousand three hundred and twenty (3,320) new shares.

The subscribers declare and all the participants in the extraordinary general meeting of shareholders recognize that each new share issued has been entirely paid up and that the Company has at its free disposal the amount of four thousand eight hundred and seventy-seven Pounds Sterling (GBP 4,877.-) proof of which has been given to the undersigned notary who expressly records this statement.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the general meeting decides to amend Article six of the Articles of Incorporation to give it henceforth the following wording:

Art. 6. “The subscribed capital is fixed at nineteen thousand and forty-one Pounds Sterling (GBP 19,041.-) divided into nineteen thousand and forty-one (19,041) shares, having a par value of one Pounds Sterling (GBP 1.-) each.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of this present deed are estimated at one thousand five hundred euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Europa Real Estate GBP Warrant S.à r.l.»., ayant son siège social 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156850, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2826 du 23 décembre 2010. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le

notaire soussigné en date du 18 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1467 du 20 juin 2013.

L'Assemblée a été ouverte sous la présidence de Monsieur Eric BIREN, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Maud MARTIN, employé, avec adresse professionnelle au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, qui est aussi choisi comme scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social d'un montant de quatre mille huit cent soixante-dix-sept livres sterling (GBP 4.877.-) pour le porter de son montant actuel de quatorze mille cent soixante-quatre livres sterling (GBP 14.164.-) à dix-neuf mille quarante et un livres sterling (GBP 19.041.-) par l'émission et la souscription de quatre mille huit cent soixante-dix-sept (4.877) parts sociales nouvelles ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune.

2.- Souscription et libération.

3.- Modification de l'article 6 des statuts afin de refléter l'augmentation de capital proposée.

II) Les associés présents ou représentés, les procurations des associés éventuellement représentés, ainsi que le nombre de parts que chacun d'entre eux détient sont repris sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée par les associés ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise simultanément à l'enregistrement.

Les procurations des associés éventuellement représentés, signées «ne varietur» par les personnes présentes et le notaire instrumentant, seront également annexées au présent acte pour être soumis simultanément à l'enregistrement.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les parts sont présentes ou représentées à cette Assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant cette assemblée.

Après délibération, l'Assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant de quatre mille huit cent soixante-dix-sept livres sterling (GBP 4.877.-) pour le porter de son montant actuel de quatorze mille cent soixante-quatre livres sterling (GBP 14.164.-) à dix-neuf mille quarante et un livres sterling (GBP 19.041.-) par l'émission et la souscription de quatre mille huit cent soixante-dix-sept (4.877) parts sociales nouvelles ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune.

Deuxième résolution

Les associés existants renoncent à leur droit de souscription préférentiel et décident d'accepter les sociétés «Europa Fund IV (N°1) L.P.», ayant son siège social au 15 Sloane Square, Londres SW1W 8ER and «Europa Fund IV (N°2) L.P.», ayant son siège social au 15 Sloane Square, Londres SW1W 8ER comme souscripteurs.

Souscription - Paiement

Est ensuite intervenu Monsieur Eric BIREN prénommé,

- agissant en tant que mandataire de «Europa Fund IV (N°1) L.P.», prénommée, en vertu d'une procuration datée du 18 septembre 2014, ci-annexée,

déclare souscrire mille cinq cent cinquante-sept (1.557) parts sociales,

- agissant en tant que mandataire «Europa Fund IV (N°2) L.P.», prénommée, en vertu d'une procuration datée du 18 septembre 2014, ci-annexée,

déclare souscrire trois mille trois cent vingt (3.320) parts sociales.

Les souscripteurs susmentionnés déclarent et tous les associés présents à l'assemblée générale extraordinaire reconnaissent expressément que chaque part sociale nouvelle a été intégralement libérée en numéraire et que la somme de quatre mille huit cent soixante-dix-sept livres sterling (GBP 4.877.-) se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social souscrit est fixé dix-neuf mille quarante et un livres sterling (GBP 19.041.-) divisé en dix-neuf mille quarante et un (19.041) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.»

163196

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. BIREN, M. MARTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} octobre 2014. Relation: EAC/2014/13230. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014158712/152.

(140180429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

**Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Gracewell Investment N°6 S.à r.l.).**

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 184.653.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, as proxyholder on behalf of Gracewell Properties Holding II S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B179.134) being the sole shareholder of Gracewell Investment N°6 S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée originally incorporated under the laws of Luxembourg under the denomination of Patron Longs Peak S.à r.l., pursuant to a deed of notary Martine SCHAEFFER, prenamed, dated February 6th 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1090 dated April 29th 2014, and renamed into Gracewell Investment N°6 S.à r.l., by deed of notary Martine SCHAEFFER, prenamed, dated May 12th 2014, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg B 184.653), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1981 dated July 29th 2014. The articles of incorporation have not been amended since.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. All the shares being represented, the decisions can validly be taken on all items of the agenda.
2. That the item on which a resolution is to be passed is as follows:
 - Modification of the registered name of the company into "Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l."
 - Restatement of the object.

After deliberation the following resolutions were taken:

First resolution

It is resolved to change the name of the Company from Gracewell Investment N°6 S.à r.l. to Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l. and to consequently amend article one of the articles of incorporation of the Company as follows:

" **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l." (the Company)".

Second resolution

It is resolved to change article 2 of the articles of incorporation of the Company and to restate the social object as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and

development of its portfolio. The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in all countries.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets, including without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may borrow in any form and issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development.”

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente septembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, agissant en vertu d’une procuration de Gracewell Properties Holding II S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg B179.134), étant l’associé unique de Gracewell Investment N°6 S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée originairement sous la dénomination Patron Longs Peak S.à r.l., suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer prénommé en date du 6 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations numéro 1090 du 29 avril 2014 et renommé en Gracewell Investment N°6 S.à r.l. suivant acte de Maître Martine Schaeffer, prénommé, en date du 12 mai 2014, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg B 184.653), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1981 du 29 juillet 2014. Les statuts de la société n’ont pas été modifiés depuis.

Le porteur de la procuration déclare et prie le notaire d’acter que:

1. Toutes les parts sociales étant représentées, les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points à l’ordre du jour.

2. Le point sur lequel la résolution est prise est le suivant:

- Changement du nom de la Société en «Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l.»
- Modification de l’objet social.

Après délibération, les résolutions suivantes sont adoptées:

Première résolution

Il est décidé de changer le nom de la Société de Gracewell Investment N°6 S.à r.l. en «Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l.» et de modifier l’article un des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Patron Noosa Propco (Adderbury) S.à r.l.» (ci-après, la Société.)»

Seconde résolution

Il est décidé de modifier l’article 2 des statuts de la société et de modifier l’objet social comme suit:

« **Art. 2.** L’objet social de la Société est l’accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l’acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l’aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille. La société peut également accomplir toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l’acquisition, le développement et l’exploitation de toute opération mobilière et immobilière situé dans tout pays.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever

de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de titres, obligations, bons de caisse, certificats, parts bénéficiaires et warrants ainsi que et toute sorte d'instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux issus du produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, à des sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/46021. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014157317/113.

(140178889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Barclays Equity Index Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.845,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 164.151.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of the month of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

1) Barclays Index Finance Trust, a trust, incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 13 Castle Street, JE - JE4 8PX St. Hélier, Jersey, acting through its trustee Sanne Trustee Services Limited, and registered with number 112368,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 16 September 2014.

2) Barclays Luxembourg EUR Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 164.130 and having a share capital of EUR 651,216,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, pre-named, by virtue of a proxy given under private seal on 16 September 2014.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of "Barclays Equity Index Investments S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 164.151, which has been incorporated by deed of the undersigned notary, on 19 October 2011, and which articles of association (the "Articles", which term shall encompass all subsequent amendments to the articles of incorporation of the Company) are published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2979 dated 6 December 2011. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 24 June 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2421 dated 9 September 2014.

The appearing parties represent the whole corporate capital of the Company, and require the notary to enact the following resolution:

Sole resolution

The Shareholders decide to amend the definition of "Aggregate Settlement Amount" contained in article 21 (Definitions) of the Articles, as follows:

"Aggregate Settlement Amount" means, unless the shareholders agree otherwise, the aggregate of the following amounts calculated with respect to each Settlement Amount arising under each Applicable Terminated Forward, in each case which would be deemed to have become due during the period from (and including) the date of the relevant Applicable Terminated Forward's Entry Date to (and including) the Capital Return Date:

$$[ASA_{(i-1)} \times \{1 + Ex(RD_n / 360)\}] + SA_{(i)}$$

where:

ASA_(i-1) means:

(a) with respect to the calculation of the Aggregate Settlement Amount made on the first Roll Date to occur after the relevant Applicable Terminated Forward's Exit Date, the Settlement Amount applicable to that Applicable Terminated Forward; and

(b) thereafter, the Aggregate Settlement Amount with respect to that Settlement Amount as calculated at the immediately preceding Roll Date;

E means EURIBOR determined on the immediately preceding Roll Date for the Calculation Period starting on that Roll Date;

RD_N means: (a) subject to paragraph (b), the actual number of days in the period from (and including) the first day of the relevant Calculation Period to (but excluding) the last day of the relevant Calculation Period; or (b) in circumstances where the Capital Return Date occurs on a date other than a Roll Date, the actual number of days in the period from (and including) the Roll Date falling immediately before the Capital Return Date (or, where no Roll Date has occurred, the applicable Exit Date) to (but excluding) the Capital Return Date;

SA_(i) means any Settlement Amount payable on Roll Date.

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euro.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Barclays Index Finance Trust, un trust incorporé et existant selon les lois de Jersey, ayant son siège social à 13 Castle Street, JE - JE4 8PX St. Hélier, Jersey et sous le numéro 104470, agissant par le biais de son trustee Sanne Trustee Services Limited,

ici représenté par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé le 16 septembre 2014.

2) Barclays Luxembourg EUR Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.130 et ayant un capital social de EUR 651.216.

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, pré-qualifié, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé le 16 septembre 2014.

Les procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, aux fins d'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés (les "Associés") de "Barclays Equity Investments S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.151, constituée par acte du notaire instrumentant, le 19 octobre 2011, dont les statuts (les statuts

initiaux ainsi que toutes les modifications subséquentes aux statuts initiaux étant les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2979 du 6 décembre 2011. Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant le 24 juin 2014, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2421 du 9 septembre 2014.

Les parties comparantes représentent l'intégralité du capital social et requièrent le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

Les Associés décident d'amender la définition de "Montant Global du Règlement" contenue à l'article 21 (Définitions) des Statuts comme suit:

"Montant Global du Règlement" désigne, à moins que les associés n'en conviennent autrement, la somme des montants suivants calculés pour chaque Montant du Règlement résultant de chaque Contrat de Vente à Terme Résilié, qui aurait été réputé devenu exigible pendant la période à compter de la Date de Conclusion du Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent (incluse) jusqu'à la Date de Remboursement du Capital (incluse):

$$[ASA_{(i-1)} \times \{1 + Ex(RD_N / 360)\}] + SA_{(i)}$$

avec:

ASA_(i-1) signifiait:

(a) s'agissant du calcul du Montant Global du Règlement effectué lors de la première Date de Renouvellement suivant la Date de Sortie du Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent, le Montant du Règlement correspondant audit Contrat de Vente à Terme Résilié Pertinent; et

(b) par la suite, le Montant Global du Règlement correspondant à ce Montant du Règlement tel que calculé à la Date de Renouvellement précédente la plus proche;

E désigne EURIBOR tel que déterminé à la Date de Renouvellement précédente la plus proche pour la Période de Calcul débutant à ladite Date de Renouvellement;

RD_N signifie: (a) sous réserve du paragraphe (b), le nombre de jours exacts de la période à compter du premier jour de la Période de Calcul pertinente (inclus) jusqu'au dernier jour de la Période de Calcul Pertinente (exclus); ou (b) lorsque la Date de Remboursement du Capital intervient à une date autre que la Date de Renouvellement, le nombre exact de jours de la période à compter de la Date de Renouvellement la plus proche précédent la Date de Remboursement du Capital (incluse) (ou en l'absence d'une Date de Renouvellement, la Date de Sortie pertinente) jusqu'à la Date de Remboursement du Capital (exclue);

SA_(i) désigne tout Montant du Règlement payable à la Date de Renouvellement.

Coûts et dépenses

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des parties comparantes, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des mêmes parties comparantes il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 septembre 2014. LAC/2014/43570. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161257/135.

(140183604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.